

Qui monte à bord? Comparaison des engagements des partis politiques fédéraux envers le transport en commun

L'ACTU présente son analyse des engagements des partis en matière de transport en commun et de la manière dont ils s'intègrent aux intérêts de notre secteur.

Nous résumons ci-dessous les plateformes des libéraux, des conservateurs, du NPD et du Parti vert, dans l'ordre dans lequel ils se sont classés (selon le nombre de sièges) sous la dernière législature. Nous présentons également des explications sur les objectifs d'électrification du transport en commun des différents partis et les échéanciers qu'ils ont mentionnés pour la réalisation de ce changement.

Libéraux

Engagements électoraux

- Un financement permanent de 3 milliards de dollars par année pour le transport en commun, qui n'est pas prévu dans le plan fiscal des libéraux pour les quatre prochaines années.
- Un montant de 700 millions de dollars sur quatre ans pour l'électrification du parc automobile, y compris 5 000 nouveaux autobus à zéro émission pour les réseaux de transport en commun et les conseils scolaires.
- Tous les nouveaux investissements dans le transport en commun devront être faits en appui à des véhicules à zéro émission à compter de 2023.
- Un engagement à réinvestir les fonds d'infrastructure inutilisés du Fonds de la taxe sur l'essence d'ici la fin de 2021 si les provinces et les territoires ne sont pas parvenus à cette date à cibler des projets admissibles.

Analyse

Au cours des dernières années, l'ACTU a exercé des pressions auprès du gouvernement fédéral pour que ce dernier trouve des moyens d'accélérer le versement du financement du transport en commun aux collectivités. L'ajout des montants d'investissement dans l'infrastructure non dépensés aux sommes fournies par le Fonds de la taxe sur l'essence (FTE) est une bonne façon de le faire. Toutefois, il est essentiel que les fonds affectés au transport en commun dans le Plan investir dans le Canada (PICC) soient toujours réservés au transport en commun dans les montants supplémentaires qui s'ajouteront au FTE.

L'ACTU est heureuse de constater que le gouvernement fédéral s'engage à verser 700 millions de dollars pour aider à financer la transition vers des parcs de véhicules de transport en commun écologiques. De

nombreuses villes se sont fixé des objectifs d'écologisation de leur parc de véhicules de transport en commun d'ici 2040. Certaines provinces ont également établi leurs propres mandats relativement à un parc de véhicules à zéro émission, y compris le Québec, où les réseaux de transport en commun ne seront dotés d'autobus électriques qu'à compter de 2025. Les libéraux ont établi qu'à partir de 2023, les réseaux de transport en commun ne pourront que faire des achats écologiques. Les réseaux de transport en commun auront besoin de ce financement pour faciliter la transition en raison des coûts d'achat plus élevés des autobus électriques par rapport au diesel. Nous devons nous assurer que l'écologisation n'a pas pour conséquence de réduire le nombre d'autobus sur nos routes, et cet engagement constitue donc une étape importante dans cette direction. Nous sommes également ravis de constater que le gouvernement s'engage à fournir un financement permanent au transport en commun, car cela procurera une plus grande certitude en matière de planification pour les grands projets d'infrastructure du transport en commun dont la réalisation s'échelonne sur nombre d'années.

Conservateurs

Engagements électoraux

- Réintroduction du crédit d'impôt pour le transport en commun vert.
- Un engagement à préserver les projets existants de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC), cependant la Banque disparaîtra.
- Soutien financier pour les grands projets, notamment la ligne Ontario dans le Grand Toronto et le réseau structurant à Québec.

Analyse

Les conservateurs ont dévoilé leur plateforme électorale chiffrée le vendredi 11 octobre. La plateforme indique qu'un gouvernement conservateur maintiendra le financement de tous les projets de transport en commun promis par les libéraux, ainsi que les dépenses législatives, y compris le Fonds de la taxe sur l'essence. Afin d'équilibrer le budget sur une période de cinq ans, les conservateurs se sont engagés à prolonger de trois ans le Plan Investir dans le Canada afin que le programme de 187 milliards de dollars soit dépensé sur une période de 15 ans, plutôt que sur la période actuelle de 12 ans. Les conservateurs ne coupent pas les dépenses en infrastructure, mais reportent à plus tard les fonds non engagés. L'ACTU a des [recherches](#) qui démontrent qu'il y a un pourcentage élevé de besoins en financement non satisfaits dans le transport en commun, ce qui se traduit par un démarrage au ralenti des projets.

Les conservateurs demeurent fidèles à leur objectif d'instaurer des mesures pour que la vie des Canadiens et Canadiennes soit plus abordable et se sont engagés à rétablir le crédit d'impôt pour le transport en commun qui a été annulé dans le budget de 2017. Il s'agit d'une mesure importante pour rendre le transport en commun moins coûteux et encourager son utilisation par rapport aux véhicules à occupation unique. L'ACTU est également satisfaite de constater que le Parti s'est engagé à maintenir les fonds alloués aux projets de transport en commun par l'entremise de la Banque de l'infrastructure du Canada, et tout aussi satisfaite de l'appui qu'accorde le Parti à la réduction des temps de déplacement, ce qui s'est traduit par des annonces de projets particuliers, y compris la ligne Ontario et le prolongement de la ligne de métro Yonge.



NPD

Engagements électoraux

- Le NPD promet 6,5 milliards de dollars sur quatre ans consacrés au transport en commun, notamment :
 - Financement pour soutenir le transport en commun gratuit dans les municipalités qui souhaitent s'engager.
 - Financement permanent des immobilisations.
 - Parc de transport en commun entièrement électrique d'ici 2030.
- Soutien au corridor ferroviaire à grande fréquence Windsor-Québec.
- Soutien aux services d'autobus interurbains ruraux pour remplacer les trajets qui ont été éliminés dans l'Ouest canadien et le nord de l'Ontario en octobre 2018.

Analyse

Jusqu'à présent, le NPD est le parti qui a accordé plus de fonds au transport en commun que tout autre parti politique. L'ACTU appuie cette intention. Le NPD considère le transport en commun comme une solution dans la lutte contre le changement climatique et a accordé la priorité aux autobus à zéro émission à court terme. Bien qu'il n'y ait pas de consensus au sein de l'industrie relativement au transport en commun gratuit, l'ACTU appuie les mesures visant à rendre le transport en commun plus abordable, car les résultats [d'études](#) récentes suggèrent qu'une telle mesure augmente l'achalandage. L'appui des partis politiques au projet de train à grande fréquence de VIA Rail est bien accueilli, car un meilleur service ferroviaire interurbain incite les Canadiens à délaissier leur automobile; de plus rendus à destination, ils intègrent plus facilement au transport en commun urbain.

Parti vert

Engagements électoraux

- Élaboration d'une Stratégie de transport nationale.
- Engagement à doubler de manière permanente le Fonds de la taxe sur l'essence.
- Engagement à mettre en place des parcs de véhicules de transport en commun entièrement électriques d'ici 2040.
- Élargissement des services de VIA Rail partout au Canada en établissant des réseaux ferroviaires régionaux.
- Engagement en matière de transport ferroviaire à grande vitesse entre Toronto-Ottawa-Québec et Edmonton-Calgary.

Analyse

L'ACTU est d'avis qu'une stratégie nationale sur le transport en commun est un moyen efficace d'intégrer les politiques existantes à une approche globale qui regroupera les avantages économiques, environnementaux et sociaux du transport collectif. L'engagement du Parti vert à doubler le FTE pour les municipalités année après année permettra à ces dernières de financer la construction de leurs réseaux de transport en commun d'avenir. Le soutien du Parti à l'augmentation de la capacité de VIA Rail de servir les petites collectivités est également bien accueilli pour les mêmes raisons que celles énoncées



au paragraphe précédent. Les partis politiques qui affirment que notre industrie devra faire la transition à des parcs de véhicules de transport en commun à zéro émission d'ici 2040 doivent également comprendre les coûts élevés associés à cette initiative. Nous attendons encore la stratégie qu'adopterait un Parti vert pour aider notre industrie à réaliser cette transition.

Objectifs et échéanciers pour l'électrification du transport en commun

Les partis politiques ont des échéanciers pour la réalisation de la transition au transport en commun à zéro émission. Plus le délai est court, plus le coût sera élevé et plus les réseaux de transport en commun auront besoin d'aide. Si par exemple, l'on prend en considération l'objectif ambitieux du NPD fixé pour 2030, il faudra tenir compte de ce qui suit :

- Mise hors services des autobus diesel avant la fin de leur cycle de vie prévu.
- Prix d'achat plus élevé pour les autobus électriques par rapport aux autobus alimentés par d'autres types de carburant.
- Nécessité d'installer une infrastructure adéquate pour la recharge et l'entretien, et modernisation nécessaire des installations pour ce faire.

Il existe d'autres technologies à la disposition des réseaux de transport en commun pour réduire les émissions de leurs autobus et de leurs trains. Par exemple, les autobus au gaz naturel et les autobus hybrides conviennent mieux à certaines régions géographiques et à certains climats. L'ACTU ne privilégie pas l'électrification par rapport à d'autres types de carburant. Toutefois, nous insistons pour que les parcs de véhicules soient plus écologiques, quelle que soit la technologie utilisée.

La grande contribution du transport en commun à la réduction des émissions de gaz à effet de serre se fait par l'entremise du transfert modal, ce qui signifie que les gens délaissent leur voiture et adoptent les transports en commun. De plus, le transport en commun favorise une meilleure utilisation des sols, la densification et la réduction des émissions dans les villes en raccourcissant les trajets.

L'ACTU salue les engagements qu'ont pris tous les partis politiques à l'égard du transport en commun. Avant même le lancement de la campagne électorale, nous avons demandé aux partis de prioriser le transport en commun, et c'est exactement ce qu'ils font. Notre association ne favorise aucun parti. Nous sommes impatients de commencer à collaborer avec le parti politique qui formera le prochain gouvernement fédéral afin de l'aider à mettre en œuvre son programme de transport en commun.

